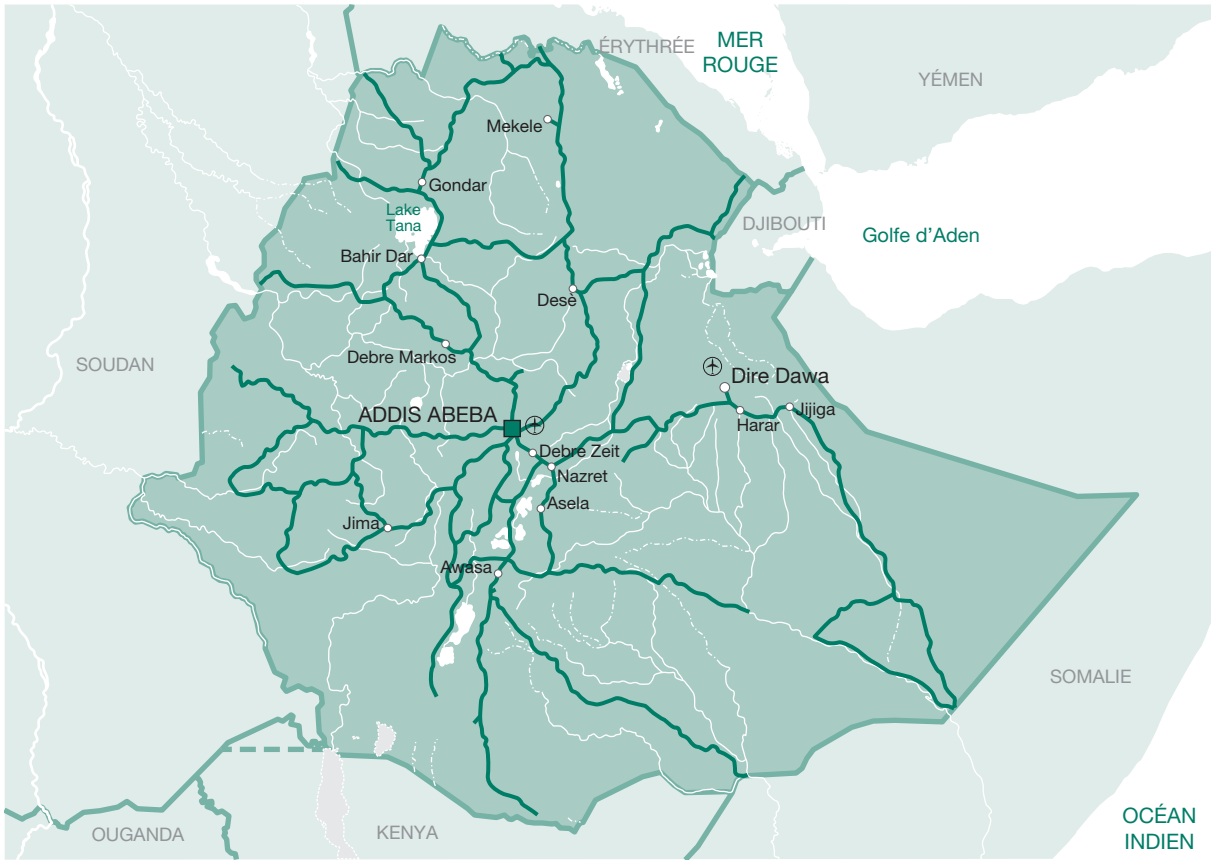




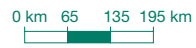
Éthiopie
2011

www.africaneconomicoutlook.org/fr



- Port de commerce
- Port pétrolier
- Port de pêche
- Aéroport
- Route principale

- Capitale (3 100 000 hab. 2007)
- plus de 300 000
- plus de 100 000



Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté sur ce dernier.

Éthiopie

Vue d'ensemble

À l'instar de ces cinq dernières années, l'Éthiopie a enregistré une vive croissance en 2010. La croissance du produit intérieur brut (PIB) en 2010 (plus précisément sur l'exercice 2009/10) est restée solide, à 8.8 %. Elle est tirée par les services (14.5 %), suivis par l'industrie (10.2 %) et l'agriculture (6 %). À l'exception de la pêche, qui a enregistré un rebond, les différents segments agricoles n'ont guère évolué par rapport à 2009. Le rôle prépondérant du secteur tertiaire est à mettre au compte de l'hôtellerie-restauration, de l'intermédiation financière, des services publics et de l'immobilier. Le pays se débat toujours avec les difficultés macroéconomiques induites par une forte inflation et des réserves de change très faibles. En 2010/11, l'État a lancé son plan quinquennal de transformation et de croissance (*Growth and Transformation Plan*). Si ce plan réussit, les perspectives pour 2011 et 2012 devraient être aussi favorables qu'en 2010. Il appelle le secteur agricole à devenir une source majeure de croissance économique. L'industrie fera également l'objet d'une attention particulière : les pouvoirs publics entendent promouvoir l'industrialisation grâce à un renforcement des exportations et à une substitution des importations. L'économie devrait croître à un rythme annuel moyen de 10 % en 2011. Sur la durée du plan quinquennal, on anticipe une croissance de 8.1 % du secteur agricole, et une croissance annuelle moyenne de 20 % et 11 % respectivement pour l'industrie et les services.

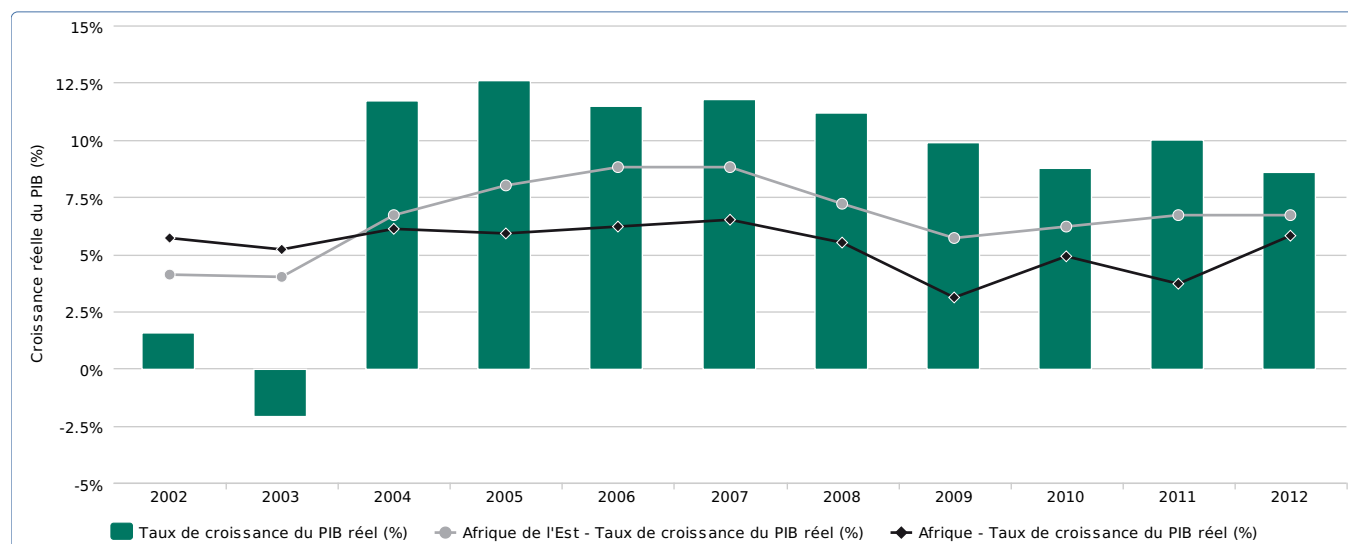
En 2010, même si la croissance est restée solide, la gestion macroéconomique s'est avérée problématique en raison de la montée de l'inflation et de la vive dépréciation du birr éthiopien (ETB). L'État a réussi à maîtriser l'inflation en agissant sur différents instruments monétaires, et plus précisément grâce à la contraction du crédit et à la croissance de la masse monétaire. En 2010, les autorités ont dévalué la monnaie nationale de 20 % dans l'optique de stimuler les importations et de renforcer les réserves de change. L'État entend s'appuyer sur sa politique monétaire pour maintenir l'inflation en dessous de 10 % dès 2011 et sur toute la durée de son plan quinquennal. En 2009, les exportations de marchandises s'étaient affaïssées, essentiellement en conséquence de la crise économique mondiale, qui a pesé sur la demande de produits de base, constituants majeurs des exportations éthiopiennes. En 2010, les exportations ont commencé à lentement se redresser. Cette même année, les importations sont restées substantielles, à 27.2 % du PIB, contre 24 % en 2009. Selon les projections des pouvoirs publics, ce chiffre va progresser sur les cinq années du plan de transformation et de croissance à 30-35 % du PIB par an d'ici 2015. Il en découle un important déficit de la balance commerciale et de la balance des paiements. On anticipe une aggravation du déséquilibre de la position extérieure du pays, qui devrait passer d'environ -6.4 % du PIB en 2010/11 à -11.9 % en 2011/12.

Le secteur privé se heurte à un certain nombre de difficultés : *i*) un environnement d'affaires médiocre ; *ii*) un système judiciaire peu efficace, qui ne parvient pas à assurer le respect des droits de propriété et à traiter les faiblesses de la gouvernance d'entreprise ; *iii*) un système financier relativement sous-développé ; et *iv*) un environnement macroéconomique délicat. Certes, le gouvernement s'est efforcé d'en résoudre certains en faisant voter une loi sur la concurrence, en instaurant un forum de partenariat public-privé et en tentant d'endiguer l'inflation en 2010. Cependant, la forte dévaluation de 2010 et l'introduction d'un contrôle des prix sur 18 produits jugés indispensables début 2011 ont été source de confusion sur le marché. Les élections de mai 2010 se sont tenues dans un climat globalement pacifique. Le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE) au pouvoir a affirmé avoir remporté tous les sièges du Parlement sauf deux, de sorte qu'il en contrôle 99 %. Nombreux sont ceux qui, dans l'opposition, se sont plaints du manque de liberté politique et des manœuvres d'intimidation du gouvernement à l'encontre de leurs partisans. Les tensions politiques dans la région restent fortes en raison de l'insécurité qui règne en Somalie et de l'incertitude qui plane quant aux futures relations entre le Nord-Soudan et le Sud-Soudan, à la suite de la sécession de ce dernier, avec lequel l'Éthiopie entretenait jusqu'à présent des relations cordiales. Le conflit frontalier entre l'Éthiopie et l'Érythrée n'était toujours pas réglé en 2010.

Malgré un succès en demi-teinte dans l'institutionnalisation de la gouvernance démocratique, le gouvernement éthiopien a obtenu des avancées impressionnantes sur le plan du développement social et humain. En effet, les dépenses publiques consacrées à l'éducation, à la santé, à l'agriculture et aux infrastructures routières se sont considérablement étoffées. En 2010/11, l'Éthiopie a significativement progressé vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). En 2004/05, 38.7 % des Éthiopiens (soit environ 30 millions de personnes) étaient pauvres. Cette proportion a été ramenée à environ 32.3 % en 2009/10 et devrait continuer de reculer, à 31 %, en 2010/11. Le déclin de la pauvreté rurale depuis 1995/96 est substantiel. L'Éthiopie est en bonne voie pour atteindre l'objectif relatif à l'éducation. Étant donné la tendance observée dans les années 90 et les performances récentes, même les estimations prudentes indiquent que cet objectif est atteignable d'ici à 2015. Toutefois, cette réussite se fait peut-être aux dépens de la qualité de l'éducation. Il semble que le pays soit également bien parti pour parvenir, d'ici à 2015, à la parité entre garçons et filles dans les inscriptions à l'école primaire. De même, l'Éthiopie progresse bien en direction des OMD relatifs à la santé, tels que la santé

maternelle et la mortalité des enfants de moins de 5 ans, ou encore la prévention et le traitement du VIH/sida et du paludisme.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (E)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932411932>

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	9.9	8.8	10	8.6
Inflation IPC	36	11.2	17.6	14.3
Balance budgétaire % PIB	-0.9	-2.3	-3.5	-4.1
Balance courante % PIB	-5	-6.6	-6.4	-11.9

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions. Année fiscale juillet (n-1)/ juin (n).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932414288>

Développements économiques récents et perspectives

Tableau 2 : Ventilation sectorielle du PIB (en pourcentage)

	2005	2009
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	-	-
Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière	47.4	43.2
dont agriculture	-	-
dont cultures vivrières	-	-
Mines et extraction	0.4	0.4
Mines, industries manufacturières et services d'utilité publique	-	-
dont pétrole	-	-
Industries manufacturières	5.2	4.9
dont hydrocarbure	-	-
Electricité, gaz et eau	-	-
Electricité, eau et assainissement	2.2	2
Construction	5.8	5.8
Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants	14.1	17.3
dont hôtels et restaurants	2.3	3.4
Transports, entreposages et communications	-	-
Transport et stockage, information et communication	6.1	5.6
Finance, immobilier et services aux entreprises	-	-
Intermédiation financière, services immobiliers, services aux entreprises et autres services	8.8	10.6
Services des administrations publiques	-	-
Administration publique et défense, sécurité sociale, éducation, santé et travaux sociaux	8	8.6
Administration publique, éducation, santé	-	-
Administration publique, éducation, santé et autres services sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires et sociaux	-	-
Autres services communautaires, sociaux et personnels	2	1.8
Autres services	-	-
Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs	100	100

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prédictions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932415257>

La croissance reste vive en Éthiopie depuis cinq ans. Le PIB a enregistré une croissance de 8.8 % en 2010, contre 9.9 % en 2009. Elle devrait atteindre les 10 % en 2011. Elle est essentiellement tirée par les services (14.5 %), suivis par l'industrie (10.2 %) et l'agriculture (6.0 %). Au sein du secteur agricole, en 2010, le segment de la pêche a enregistré un rebond, tandis que les autres segments n'ont quasiment pas évolué. Le rôle prépondérant du secteur des services est à mettre au compte de l'hôtellerie-restauration, de l'intermédiation financière, des services publics et de l'immobilier.

Pour ce qui concerne la structure du PIB, le rôle prépondérant des services et du secteur agricole enregistré l'année dernière est resté, pour l'essentiel, inchangé. Ainsi, en 2010, le secteur économique le plus important en proportion était toujours celui des services, contribuant au PIB à hauteur d'environ 43.9 %. Il est suivi par l'agriculture, à 43.2 %. Le secteur industriel conserve à peu près la même part que l'année précédente, à environ 13 % du PIB et, au sein de celui-ci, le segment manufacturier est demeuré lui aussi assez restreint, à 4.9 % du PIB en 2009 (tableau 2).

D'après les récentes prévisions des pouvoirs publics, il est probable que ces excellents résultats de croissance se poursuivront en 2011 et 2012. En 2010, l'État a lancé un nouveau plan quinquennal, le *Growth and Transformation Plan*. Ce plan, qui débute sur l'exercice budgétaire 2010/11 et s'achèvera sur l'exercice 2014/15, entend faire du secteur agricole la principale source de croissance économique. L'accent est également mis sur la croissance industrielle, et le gouvernement compte promouvoir ce secteur grâce à une politique d'industrialisation orientée sur les exportations et la substitution des importations. On table donc sur une croissance plus rapide de l'industrie que des autres secteurs. S'agissant de l'agriculture, ce plan recommande une réorientation vers des cultures à forte valeur, le ciblage de zones à fort potentiel, la commercialisation de la production des petits exploitants et le développement d'une agriculture commerciale à grande échelle. L'amélioration des infrastructures, par exemple des routes et de l'approvisionnement en eau et électricité, devrait étayer cette stratégie. Le scénario de base prévoit que l'économie éthiopienne enregistrera un taux de croissance annuel moyen de 11.2 % entre 2011 et 2015, avec une croissance moyenne de 8.1 % par an dans l'agriculture. Pour leur part, l'industrie et les services progresseront à un rythme annuel moyen de 20 % et 11 %, respectivement. Dans l'idéal, l'État imagine une croissance du PIB de 15 %, avec une hausse de 15 % également pour l'agriculture (soit près du double par rapport au scénario de base), et une progression identique au scénario de base pour les autres secteurs.

À l'exception de ces trois dernières années, où l'inflation et le change sont devenus des problèmes majeurs, les performances macroéconomiques du pays sont très bonnes. Toutefois, les anticipations de croissance du secteur agricole ont été calculées à partir de chiffres improbables compte tenu de la dépendance du secteur vis-à-vis des cultures pluviales. On peut également douter du caractère réaliste de ces projections dès lors que l'on prend en compte le faible niveau de mobilisation des ressources nationales et les pénuries de change.

Il est indispensable de s'attacher à apporter des changements structurels majeurs dans l'économie pour que la croissance éthiopienne puisse être durable. Certes, le pays a enregistré une forte croissance ces cinq dernières années, mais au regard des problèmes structurels subis durant la période étudiée, la pérennité de cette croissance fait débat. Il n'y a manifestement eu aucune transformation structurelle. En outre, les sources de croissance du PIB proviennent d'une utilisation intensive des ressources, en particulier de la main-d'œuvre et des terres, et les résultats sont encore largement tributaires des conditions météorologiques. L'évolution de la productivité n'a pas joué un grand rôle. Cela n'a rien de très étonnant dans une économie opérant avec des technologies obsolètes, dépendant de cultures pluviales et vulnérable aux chocs extérieurs. On observe que, surtout dans les zones urbaines, la croissance économique s'accompagne d'un creusement des inégalités, ce qui entrave la réduction de la pauvreté. En conséquence, ce sera une grande réussite si le pays parvient à concrétiser le simple scénario de base prévu dans son nouveau plan quinquennal pour 2011 et 2012.

La demande intérieure reste tirée par la consommation. Par rapport à 2009, cette dernière a marginalement augmenté en 2010, de 7.8 %. C'est le secteur privé qui apporte la principale contribution à cette croissance de la consommation. La formation brute de capital a elle aussi progressé, de 11.5 % en 2010, et devrait poursuivre au rythme de 13.3 % en 2011. Elle provient à la fois du secteur privé et du secteur public, mais la contribution de ce dernier correspond quasiment à deux fois celle du secteur privé. Dans le secteur extérieur, les importations ont enregistré une hausse de 5.7 % en 2010 ; cependant, elles devraient se replier de 3.4 % en 2011. Les exportations ont progressé de 1.3 % en 2010 et devraient s'étoffer de 14.8 %, en 2011. Le déficit commercial, resté substantiel en 2010, devrait se réduire en 2011. Selon les projections, les exportations et les investissements grimperont à plus de 30 % du PIB sur la période du plan quinquennal (2011-15) ; toutefois, ces chiffres semblent ambitieux : le niveau actuel des exportations et des investissements par rapport au PIB ne justifie pas de telles anticipations. Un niveau de croissance plus réaliste des exportations, conjugué à la croissance des importations prévue dans le plan (à plus de 45 % du PIB), induira vraisemblablement des tensions sur la balance des paiements en 2011 et 2012 (tableau 3).

Tableau 3 : Composantes de la demande

	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume			Contributions aux variations du PIB		
	2002	2009	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Formation brute de capital	24.1	22.4	11.5	13.3	8.6	3.4	4	2.7
Publique	14	17.5	13	15	9	3	3.6	2.3
Privée	10.1	4.9	6	7	7	0.4	0.4	0.4
Consommation finale	89.9	95.8	7.8	1.9	8.3	8	1.9	7.9
Publique	14.8	8.2	-0.4	15.1	6.8	-0.1	1.6	0.7
Privée	75	87.5	8.8	0.3	8.5	8.1	0.3	7.1
Secteur externe	-14	-18.2	-	-	-	-2.6	4.1	-2
Exportations	12.6	10.5	1.3	14.8	1	0.2	2.4	0.2
Importations	-26.6	-28.6	5.7	-3.4	5	-2.8	1.7	-2.1
Taux de croissance du PIB réel	-	-	-	-	-	8.8	10	8.6

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prédictions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932416226>

Politique budgétaire

En droite ligne de la politique de stabilisation macroéconomique de 2008 et 2009 qui visait à endiguer l'inflation, la politique budgétaire des pouvoirs publics en 2010 s'est concentrée sur le financement des dépenses grâce au relèvement des recettes publiques en général et des rentrées fiscales en particulier. En conséquence, les recettes fiscales ont progressé de 8.6 % du PIB en 2008/09 à 8.8 % en 2009/10. Ces efforts n'ont pas empêché les recettes publiques de décliner marginalement en 2009/10, à 15.8 % du PIB, contre 16.3 % en 2008/09. Ce recul est imputable à la baisse des dons, qui ont été ramenés à 3.6 % du PIB en 2009/10, alors qu'ils en représentaient 4.36 % en 2008/09.

En 2009/10, le total des dépenses publiques est monté à 18.1 % du PIB, contre 17.2 % en 2008/09. Les dépenses courantes comme les dépenses en capital ont enregistré une hausse modérée en 2009/10 par rapport à 2008/09. Un aspect intéressant et prometteur des dépenses publiques éthiopiennes est l'importance accordée aux dépenses en faveur des pauvres, à savoir celles consacrées à l'éducation, à la santé, à l'agriculture et aux infrastructures routières. Cette catégorie de dépenses, qui représentait environ 7 % du PIB en 2009, est passée à 12.5 % du PIB en 2010 et devrait avoisiner 15 % du PIB en 2011 et 2012.

Compte tenu de l'évolution combinée des dépenses publiques et des recettes de l'État, le budget éthiopien devrait rester déficitaire, à environ 2.3 % du PIB, soit bien davantage qu'en 2009 où le déficit représentait 0.9 % du PIB. Sans les dons, ce chiffre aurait même atteint 6 % du PIB en 2010. Cette année comme l'année dernière, le budget de l'État est donc fortement tributaire du financement extérieur.

L'État entend adopter une orientation budgétaire plus tenable en 2011 et 2012, ce qui passera par un renforcement des recettes publiques, par le financement de grands projets d'investissement sur ses propres ressources et par la mobilisation de l'aide extérieure sans générer d'instabilité macroéconomique. Il prévoit également de renflouer ses caisses grâce à un train de réformes fiscales améliorant l'administration fiscale et le recouvrement des impôts, et favorisant la discipline fiscale. Le *Growth and Transformation Plan* devrait doter l'administration fiscale de pouvoirs d'exécution adéquats.

Tableau 4 : Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes totales (avec dons)	19.3	17.1	16	16.3	15.8	15.9	15.6
Recettes fiscales	11.9	10.1	9.6	8.6	8.8	9.2	9.5
Recettes pétrolières	-	-	-	-	-	-	-
Dons	3.6	4.4	4	4.3	3.6	3.4	2.8
Autres revenus	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses totales (et prêts nets) (a)	25.1	20.7	18.9	17.2	18.1	19.4	19.7
Dépenses courantes	15.9	9.4	9.1	7.9	8.2	8.2	8.2
Sans les intérêts	14.3	8.7	8.6	7.5	7.7	7.7	7.7
Salaires	5.7	5.4	5.3	4.7	4.5	4.1	3.8
Biens et services	6.2	2.6	2.7	2.2	2.5	2.9	3.1
Intérêts	1.5	0.7	0.5	0.4	0.5	0.5	0.4
Dépenses en capital	9.2	10.7	9.7	9.1	9.9	11.2	11.6
Solde primaire	-4.3	-2.9	-2.5	-0.5	-1.8	-3	-3.7
Solde global	-5.8	-3.6	-2.9	-0.9	-2.3	-3.5	-4.1

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prédictions (p).
Année Fiscale Juillet (n-1)/Juin(n).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

Politique monétaire

Bien que la croissance soit restée vigoureuse en 2010, la gestion macroéconomique s'est heurtée à d'importants problèmes, à savoir une inflation de plus en plus forte et une vive dépréciation de la monnaie nationale. En 2009 et 2010, la politique monétaire était axée sur la lutte contre l'inflation. Et malgré son incidence négative sur cette dernière, la gestion des changes a également constitué un volet important de la politique monétaire éthiopienne en 2010, dans le but de remédier à la pénurie de devises.

En 2010, les pouvoirs publics ont réussi à contenir la flambée de l'inflation en agissant sur différents instruments monétaires, et en premier lieu, la contraction du crédit et la croissance monétaire. L'inflation dont a pâti l'Éthiopie ces trois dernières années est imputable à l'expansion de la masse monétaire, au renchérissement des produits importés, à la marge significative perçue par les négociants et les producteurs, et à des anticipations d'inflation plus forte. La Banque nationale d'Éthiopie (*National Bank of Ethiopia* - NBE) s'est efforcée de maintenir la croissance monétaire en deçà de 20 % en 2008/09 et de 17 % en 2009/10. La croissance de la masse monétaire au sens large est tirée par les crédits intérieurs contractés tant par les entreprises privées que publiques. La croissance des prêts nets à l'État s'est contractée, refluant de 12.8 % en 2007/08 à 0 % en 2008/09 ainsi qu'en 2010. Un plafonnement du crédit imposé aux banques privées en 2010 a limité l'expansion du crédit au secteur privé. Grâce à cette politique monétaire, l'inflation est restée aux alentours de 11 % en 2010, mais elle a depuis grimpé à plus de 17 % (février 2011).

En 2010, la politique monétaire éthiopienne a aussi été marquée par la politique de change. Le taux de change du pays se caractérise par un flottement administré, fortement contrôlé par les pouvoirs publics. Sur 2010, la monnaie locale n'a cessé de se déprécier face aux grandes devises. En raison de ces fortes tensions, les réserves de change du pays n'ont pas dépassé l'équivalent de deux mois d'importations sur l'année. La monnaie a également enregistré une dépréciation ininterrompue sur le marché parallèle (marché noir), aggravée par la dévaluation de près de 20 % décidée par l'État en septembre 2010. Le taux de change officiel est ainsi passé de 13.60 ETB à 16.50 ETB par dollar des États-Unis (USD) sur l'année. Cette dépréciation, combinée à une tarification oligopolistique par la plupart des distributeurs/commerçants du pays, a contraint l'État à instaurer un contrôle des prix en janvier 2011 sur 18 produits jugés de première nécessité.

Le plan 2010-15 lancé par l'État fixe comme cible monétaire pour les cinq prochaines années une inflation inférieure à 10 %. La masse monétaire devrait croître à un rythme conforme aux cibles de croissance du PIB en volume, aux cibles d'inflation annuelle et au taux de monétisation de l'économie. Cependant, contenir l'inflation en dessous de la barre des 10 % constitue un immense défi pour les autorités monétaires. La forte croissance du PIB anticipée et les investissements nécessaires pour y parvenir auront un impact sur la demande de devises et pourraient conduire à une nouvelle dépréciation du birr.

Position extérieure

L'Éthiopie a enregistré un déclin marginal (de 1.2 %) de la valeur nominale de ses exportations de marchandises en 2008/09, après avoir atteint une croissance annuelle de 25.5 % entre 2003/04 et 2007/08. En proportion du PIB, les exportations ressortaient à 4.5 % en 2008/09 et sont restées au même niveau en 2009/10 (environ 4.6 % du PIB). La chute des exportations de marchandises constatée en 2009 s'explique essentiellement par la crise économique mondiale, qui a pesé sur la demande de produits d'exportation traditionnels. Toutefois, cette demande a rebondi en 2010 pour certains grands produits de base éthiopiens, tels que le café. Cette année-là, deux des principaux produits d'exportation (café et oléagineux) ont subi un léger déclin en volume par rapport à 2009. Néanmoins, pour le café, ce volume moindre a été compensé par l'envolée des cours internationaux en 2010. En revanche, cette même année, les cours internationaux des oléagineux se sont repliés. Pour ce qui concerne les légumineuses et le khat, deux autres grands produits d'exportation éthiopiens, les premières ont enregistré une hausse à la fois de leur volume exporté et de leur cours, tandis que le second n'a augmenté qu'en volume, son cours s'étant légèrement tassé. Avec l'effet combiné de ces évolutions, le niveau des exportations est resté assez stable en 2010 par rapport à l'année précédente. Les recettes en devises de 2010 ont été étoffées par une évolution positive de la balance des services, reflet des excellents résultats de la compagnie aérienne Ethiopian Airlines. Sur l'année, les transferts courants ont été importants : environ 14.6 % du PIB, contre 13.3 % en 2009.

Les importations sont restées fortes en 2010, à environ 27.2 % du PIB, contre 24 % en 2009. Suivant le nouveau plan quinquennal, ce chiffre devrait croître sur les cinq années à venir, passant, selon les projections, de 30.5 % en 2011 à 35.0 % du PIB les années suivantes. D'après la NBE, les importations de biens de consommation, de matières premières, de biens d'investissement et de carburant ont été vigoureuses en 2010, tout comme en 2009. En dépit de la crise économique mondiale en 2009, les exportations nettes de services de l'Éthiopie avaient progressé au rythme remarquablement élevé de 145 % en 2008/09, alors qu'elles s'étaient

contractées de 31 % en 2007/08. En 2009, les exportations nettes de services sont ressorties à 1.3 % du PIB et ont encore un peu augmenté, à 1.6 % en 2010. Elles devraient remonter à environ 2.1 % en 2010/11. Toutefois, les projections des pouvoirs publics sont un peu plus basses : environ 1.5 % du PIB en 2011 et en 2012.

L'Europe est restée le principal marché d'exportation de l'Éthiopie, bien que sa part se soit contractée, de 47.6 % en 2006/07 à 42 % en 2007/08 puis à 41.7 % en 2009. Les exportations éthiopiennes vers l'Asie ont, en revanche, progressé de 30.2 % en 2007 à 35.2 % en 2008, puis à 35.6 % en 2009. La Chine, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont devenus des partenaires de plus en plus importants en 2009 et 2010. Parmi les importateurs européens de produits éthiopiens, les principaux partenaires commerciaux ont été (par ordre d'importance) l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas. Environ 65 % des importations éthiopiennes provenaient d'Asie, suivie par l'Europe, à 24.8 %.

La divergence grandissante entre les importations et les exportations constitue une caractéristique marquante du secteur extérieur éthiopien : la croissance des exportations est plus lente que celle des importations, d'où un ample déficit de la balance commerciale et de la balance des paiements. Le solde des opérations courantes s'est dégradé, le déficit passant de 5 % du PIB en 2008/09 à 6.6 % en 2009/10. Il devrait encore empirer, à environ 12 % du PIB en 2010/11, d'après le *Growth and Transformation Plan*.

Ce plan quinquennal prévoit des mesures de promotion des exportations, grâce auxquelles les exportations de marchandises devraient s'accélérer. Ainsi, ce plan envisage une croissance des exportations de 36.6 % en 2010/11 et une moyenne annuelle de 28.4 % par la suite. Il anticipe que les exportations de services autres que les revenus de facteurs progresseront de 31.1 % en 2010/11 puis, en moyenne, de 22.9 % par an. Pour leur part, les importations de marchandises devraient poursuivre leur expansion. À la fin de la période couverte par le plan quinquennal, la facture des importations devrait atteindre 34.8 % du PIB. Selon les propres projections du gouvernement, le déficit commercial à 21.1 % du PIB en 2009/10, pourrait reculer à 17.8 % d'ici 2014/15. À l'évidence, ce plan table sur une balance extérieure vraisemblablement intenable, qui pourrait générer de l'instabilité macroéconomique.

En 2006/07, la dette extérieure éthiopienne a reculé à un niveau historiquement bas. Le pays avait alors bénéficié d'un allègement de sa dette à hauteur de 21 % du PIB, grâce en particulier à l'annulation par la Banque mondiale de 100 % de sa dette envers l'Association internationale de développement (AID). Ainsi, le total de la dette extérieure éthiopienne a enregistré une chute notable, passant de 85.4 % du PIB en 2002/03 à 11.7 % en 2006/07 avant de remonter continûment pour ressortir à 14.8 % en 2008/09 et à 19.2 % en 2010. Cette tendance devrait se poursuivre sur 2011 et 2012. De même, le ratio du service de la dette extérieure est tombé de 7.3 % en 2002/03 à 1.2 % en 2007/08, mais il est remonté à 3 % en 2008/09 et est resté à ce niveau en 2010. Un aspect de la dette éthiopienne mérite d'être observé : la progression rapide de la dette contractée à l'égard de partenaires non traditionnels tels que la Chine.

Tableau 5 : Comptes courants (en pourcentage du PIB)

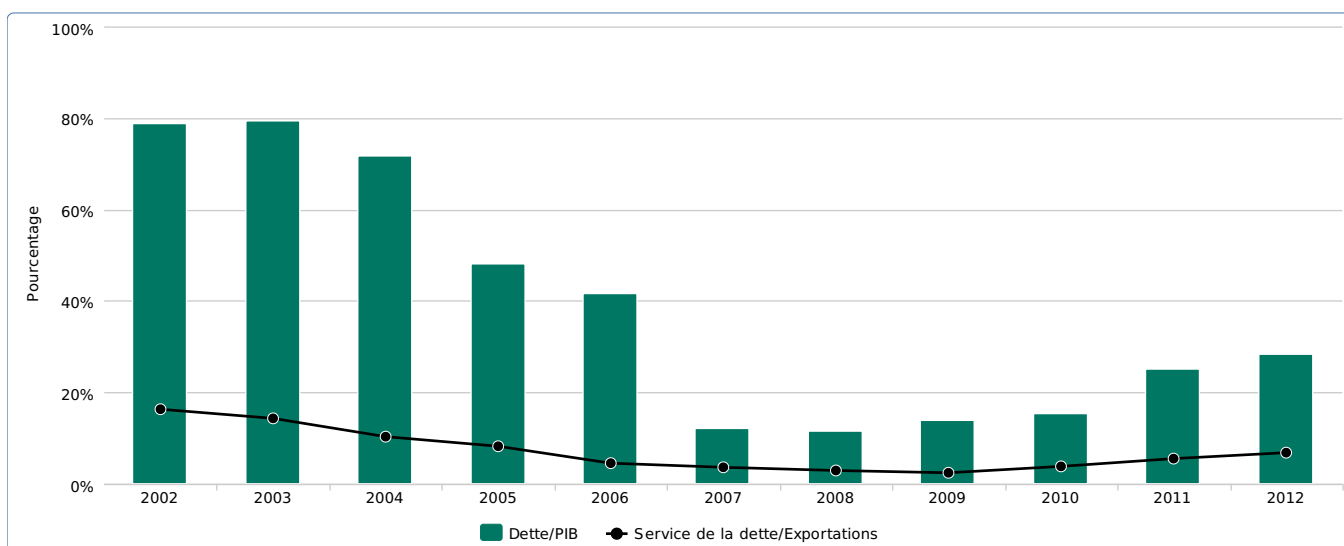
	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Balance commerciale	-16	-20.1	-19.9	-19.5	-22.5	-23.9	-27.5
Exportations de biens (f.o.b.)	5.8	6.1	5.4	4.5	4.6	6.6	5.7
Importations de biens (f.o.b.)	21.8	26.2	25.3	24	27.2	30.5	33.2
Services	2	0.8	0.5	1.3	1.6	2.1	3.1
Revenu des facteurs	-0.5	0.1	0.1	-0.1	-0.3	-0.3	-0.6
Transferts courants	10.1	14.8	13.8	13.3	14.6	15.8	13.1
Solde des comptes courants	-4.5	-4.5	-5.6	-5	-6.6	-6.4	-11.9

Source : Données de la Banque centrale (BCEAO) et des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prédictions (p).
Année Fiscale Juillet (n-1)/Juin(n).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932418164>

Figure 2 : Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411932>

Questions structurelles

Développement du secteur privé

Le secteur privé de l'Éthiopie est essentiellement à petite échelle, informel et axé sur les services. Quant au secteur public, il domine la plupart des activités économiques du pays, hormis l'agriculture familiale dans les zones rurales. Déjà faible, l'investissement privé, en proportion du PIB, recule depuis 2003/04. Le pays a enregistré de piètres résultats dans les indicateurs *Doing Business* de la Banque mondiale sur le climat des affaires : il se classe au 103^e rang en 2010 et au 104^e rang en 2011. On note néanmoins de modestes progrès dans les indicateurs suivants : le commerce transfrontalier (l'Éthiopie a simplifié ses échanges en remédiant à des inefficiences bureaucratiques), la création d'entreprise (réformes concernant l'immatriculation des entreprises et rationalisation des procédures), le transfert de propriété (le gouvernement a simplifié ce point en décentralisant les tâches administratives et en fusionnant les procédures effectuées par le bureau d'enregistrement des actes et les municipalités) ; les délais de procédure ont été réduits grâce à une amélioration de la gestion des affaires et de la formation interne, ainsi qu'à l'élargissement du rôle des juges de l'exécution. En somme, en 2011, la pratique des affaires en Éthiopie s'est légèrement simplifiée dans certains domaines. Cependant, malgré ces avancées, les résultats globaux (103^e place sur 183 en 2010 et 104^e en 2011) ne sont guère encourageants.

Le secteur financier éthiopien n'est pas assez solide pour soutenir le secteur privé. L'accès au crédit bancaire est grandement freiné par les garanties très élevées exigées. Le système bancaire affiche de piètres performances pour ce qui concerne l'utilisation de technologies modernes et d'instruments financiers novateurs, mais aussi pour les services à la clientèle. La situation est encore compliquée par une faible capacité réglementaire, susceptible de rendre le secteur bancaire vulnérable à une crise financière. Les données disponibles indiquent que c'est la Commercial Bank of Ethiopia (CBE) qui domine ce secteur. Elles montrent également la rapide croissance des banques privées aussi bien pour la mobilisation des dépôts que pour l'octroi de crédit. Le secteur financier est fermé aux banques étrangères, de sorte qu'il fonctionne dans un environnement protégé, non soumis à la concurrence extérieure. Un certain nombre d'études soulignent combien il est nécessaire d'apporter des changements fondamentaux dans son fonctionnement et ses résultats. Il faut approfondir avec prudence les réformes du secteur financier et intégrer des innovations financières, comme le capital-risque, le marché financier et l'activité de banque d'investissement. Il faut aussi mobiliser des ressources utilisables par le secteur privé, par exemple en introduisant des mesures destinées à attirer les envois de fonds internationaux et à dissuader de les utiliser à des fins non productives, ou encore en limitant le crédit public à un niveau défini par le législateur. Ce dernier point est crucial, non seulement pour que le secteur privé ne soit pas évincé, mais aussi dans un souci de stabilité de la macroéconomie et du secteur financier. Enfin, il pourrait être important de garantir à des opérateurs privés bien ciblés un accès au crédit sur la base de leurs performances, de leur productivité et d'une surveillance étroite par l'État. À cet égard, on notera avec intérêt la politique publique de soutien aux microentreprises par différents moyens dans l'optique de la création d'emplois et de la formation de compétences. Cette approche pourrait être étendue à d'autres opérateurs du secteur privé.

Malgré la taille restreinte du secteur privé et les nombreux problèmes qu'il rencontre, la politique publique éthiopienne fait clairement état de l'importance qu'elle attache à son développement. De fait, l'engagement de l'État à renforcer le secteur privé est souligné sans équivoque dans deux documents de politique publique : le Programme de développement durable et de réduction de la pauvreté (*Sustainable Development and Poverty Reduction Programme* - SDPRP) pour 2002-05 suivi du Plan de développement accéléré et durable en vue d'éradiquer la pauvreté (*Plan for Accelerated and Sustained Development to End Poverty* - PASDEP) pour 2006-10, ainsi que le nouveau *Growth and Transformation Plan* (pour les exercices 2010/11 à 2014/15). Les autorités éthiopiennes voient dans le secteur privé un moteur de croissance pour le développement. Cependant, si l'on veut que cette stratégie aboutisse, il convient de l'étayer par des mesures concrètes. De telles mesures peuvent porter sur des institutions de soutien au marché, la réforme du secteur financier, ou encore la stratégie de croissance sectorielle et le renforcement de la gouvernance économique. Si le contexte adéquat est en place, le secteur privé pourrait devenir l'agent économique qui aidera le plus à concrétiser la stratégie de l'État. Cela ne remet pas en cause l'importance du secteur public, mais celui-ci doit compléter, et non remplacer, le secteur privé.

Pour encourager le secteur privé à participer au nouveau plan quinquennal, les pouvoirs publics doivent définir une stratégie *ad hoc* de façon à orienter ce secteur dans la direction désirée. Cela ne pose pas de difficulté du point de vue de la politique publique, puisque, comme indiqué ci-dessus, le gouvernement a clairement énoncé sa position dans de grands documents de politique publique. Ce qui manque toujours, c'est la volonté politique et un plan d'action détaillé élaboré par le forum conjoint de partenariat public-privé (PPP). Les pouvoirs publics ont instauré ce forum en 2010, et l'on espère que les PPP permettront de résoudre les grands problèmes pluridimensionnels du secteur privé.

Restent en suspens un certain nombre de problèmes qui sont importants pour le développement du secteur

privé, notamment : la réforme des institutions juridiques, comme la loi sur la concurrence ou la réglementation des nantissements ; l'amélioration du climat des affaires (y compris les partenariats entre l'État et les entreprises) ; la bonne gouvernance et la création d'institutions qui soient à même de faciliter le développement du secteur privé ; l'accès à la terre et au financement ; l'amélioration de l'administration fiscale ; et la préservation d'un environnement macroéconomique stable.

En 2010/11, les pouvoirs publics s'attachent à résoudre certains de ces problèmes, avec la mise en place du forum de partenariat public-privé et le vote d'une loi sur la concurrence, qu'ils ont commencé de faire appliquer. Ils s'efforcent également d'instaurer un environnement macroéconomique stable malgré l'incertitude qui règne sur la stabilité des changes et l'inflation observée début 2011. Dans le même temps, ils ont aussi induit de nouvelles difficultés et de l'incertitude pour le secteur privé avec l'introduction d'un contrôle des prix sur 18 produits essentiels. Il est impératif de travailler à ces problèmes si l'on veut permettre des changements significatifs dans le développement du secteur privé.

Autres développements récents

D'autres problèmes structurels et institutionnels se sont fait jour en 2010, qui pourraient influencer sur la trajectoire de croissance et de développement en Éthiopie en 2011 et 2012. Malgré une croissance moyenne à deux chiffres ces cinq dernières années et des projections tablant sur une croissance de même ampleur à compter de 2011 et pendant cinq ans, les Éthiopiens pauvres demeurent extrêmement vulnérables aux chocs extérieurs que pourraient engendrer d'autres conflits, des changements climatiques (pluies insuffisantes ou sécheresse), le cours mondial des exportations et des importations (comme le café ou le pétrole) ou encore, à un niveau plus personnel, le décès ou la maladie du chef de famille. On voit donc que le soutien de la croissance et la lutte contre la pauvreté sont des entreprises extrêmement ardues, qui appellent des transformations structurelles majeures.

Au niveau macroéconomique, la viabilité n'est envisageable qu'à condition d'une transformation structurelle de l'économie. L'Éthiopie pourra y parvenir à moyen terme en réduisant sa dépendance à l'agriculture pluviale grâce à l'expansion de l'irrigation à petite et grande échelle. Cette transformation structurelle peut également passer par l'amélioration de la compétitivité des secteurs de l'industrie et de l'exportation grâce à la mise en place d'infrastructures matérielles et la formation du capital humain. À défaut de cette transformation, la croissance économique et la lutte contre la pauvreté resteront vulnérables aux chocs extérieurs en 2011 et 2012.

La durabilité de la croissance dépend également du solde extérieur (exportations *versus* importations) et d'une gestion macroéconomique prudente. Si, ces quatre dernières années, les pouvoirs publics n'avaient pas le champ libre dans leur gestion macroéconomique à cause d'investissements ambitieux, il semble que la prudence soit revenue à l'ordre du jour en 2010. Cependant, le renforcement des capacités de gestion macroéconomique (y compris de gestion de la dette) est essentiel si l'on veut garantir la stabilité macroéconomique à travers une politique monétaire et budgétaire prudente comme condition indispensable à la croissance. Même si elles peuvent relever d'une stratégie à moyen terme, l'augmentation du financement externe (à au moins quatre mois d'importations) et la limitation de la croissance des importations constituent des objectifs à court terme auxquels les pouvoirs publics devront s'attacher en 2011 et 2012.

La question de la vulnérabilité comporte aussi une dimension microéconomique. Des études de la pauvreté dans le pays font apparaître que les pauvres qui ont pu s'extraire de la pauvreté sont extrêmement vulnérables et courent le risque d'y retomber. Sans cette vulnérabilité des ménages à divers chocs, le niveau de pauvreté aurait à peu près reculé de moitié. Les ménages ont une forte probabilité de retomber dans la pauvreté, que ce soit en zone urbaine ou rurale, à la suite de chocs tels qu'une sécheresse ou le décès du chef de famille. La persistance de la pauvreté est souvent liée à l'absence de transformation structurelle. De fait, les progrès techniques agricoles sont maigres, le pays manque d'institutions solides, l'accès aux marchés est limité et l'accumulation d'actifs dans le pays fait défaut (PNUD, 2010¹).

Le deuxième problème structurel a trait au creusement des inégalités en milieu urbain, avec les implications que cela comporte pour la réduction de la pauvreté en 2010 et au-delà. Les inégalités, telles que mesurées par le coefficient de Gini, affichent une hausse modérée au niveau national mais marquée en zone urbaine. La croissance en zone urbaine ne s'est pas traduite par un recul de la pauvreté parce que le creusement des inégalités a balayé les gains obtenus dans la lutte contre la pauvreté. En bref, la croissance dégagée au cours de la dernière décennie s'est également accompagnée d'une distribution plus inégale des revenus, en particulier dans les zones urbaines. La croissance aurait eu une incidence positive bien plus forte sur la pauvreté si les inégalités ne s'étaient pas ainsi accentuées. Partant, on peut légitimement s'inquiéter de l'aggravation des inégalités de revenu et de ses effets sur la pauvreté en Éthiopie. Les inégalités dans ce pays dépendent de la localisation géographique des ménages, ceux qui habitent en milieu urbain étant davantage touchés. Elles sont également liées à la dimension des exploitations dans les zones rurales, aux biens détenus par les ménages ainsi qu'à l'accès aux marchés. Remédier aux problèmes de l'inégalité est aussi important que de stimuler la

croissance.

Le plan quinquennal *Growth and Transformation Plan 2010/11-2014/15* vise une croissance économique rapide et reposant sur une large base, qui pourrait, *in fine* permettre d'atteindre les OMD et d'éradiquer la pauvreté. Le gouvernement a fixé les objectifs suivants pour cette période : un taux de croissance réel moyen de 11 % ; une amélioration de la qualité de l'enseignement et des services de santé suffisante pour la réalisation des OMD dans les secteurs sociaux, et une croissance durable grâce à la concrétisation de ces objectifs dans un contexte macroéconomique stable. Le gouvernement promet en outre d'instaurer des conditions favorables à l'édification d'un État pérenne par la création d'une démocratie stable orientée sur le développement.

Les autorités escomptent avoir atteint, au terme du plan, un certain nombre de cibles ambitieuses telles que le doublement de la production agricole, un PIB par habitant d'environ 700 USD (contre 400 USD actuellement), une nouvelle ligne de chemin de fer de 2 000 kilomètres (km), de nouvelles sources d'électricité fournissant 8 000 mégawatts (MW) supplémentaires (le pays produit actuellement 2 000 MW), une densité de téléphonie mobile de 8.5 % (contre 1.5 % actuellement), un réseau routier de 136 000 km (contre 45 000 km actuellement), pour n'en citer que quelques-unes. C'est un programme tout à fait ambitieux. Si l'on veut qu'il se concrétise, il faut veiller à bien prendre en compte les ressources disponibles, la planification actuelle et les capacités de mise en œuvre, ainsi que les problèmes de stabilité macroéconomique.

Partenaires économiques émergents

Au cours de la dernière décennie, les nouveaux partenariats se sont multipliés entre l'Éthiopie et des économies émergentes, à savoir la Chine, l'Inde et la Turquie. Le partenariat avec la Chine est le plus important, comme en témoigne le niveau d'échanges et d'investissement, qui porte entre autres sur le financement et la construction d'infrastructures, notamment routières, énergétiques et de communication. L'Inde et la Turquie sont loin derrière. En raison de cette prépondérance, le reste de cette section s'attardera sur le partenariat sino-éthiopien.

Ces dix dernières années, la Chine est devenue l'un des principaux importateurs nets de produits de base africains et ses investissements sur le continent n'ont cessé de croître. Les marchés mondiaux des produits de base et les investissements directs étrangers (IDE) constituent les principaux canaux de transmission de l'ascendant, actuel et futur, de la Chine sur l'Afrique. La Chine est actuellement la principale destination des exportations éthiopiennes, position à laquelle elle a supplanté l'Allemagne. C'est également la première source d'importations pour l'Éthiopie, alors que c'était auparavant l'Arabie saoudite (NBE, 2008/09). Le total des échanges (importations et exportations) entre les deux pays est passé de 100.12 millions USD en 2002 (dont 96.43 millions USD d'exportations chinoises vers l'Éthiopie et 3.69 millions USD d'exportations éthiopiennes vers la Chine) à plus de 700 millions USD en 2006 (les exportations éthiopiennes dépassant alors les 120 millions USD) et à plus de 1 milliard USD en 2009/10.

Ces cinq dernières années, l'essor des relations économiques sino-éthiopiennes s'est manifesté dans des secteurs tels que la construction routière, la fourniture de produits manufacturés chinois, le développement des télécommunications, l'installation de grandes centrales électriques par des entreprises chinoises et les investissements dans le secteur manufacturier.

La présence de la Chine dans le secteur énergétique a progressé à un rythme significatif au cours de la dernière décennie. Actuellement, les entreprises chinoises prennent part à la quasi-totalité des projets de production électrique (hormis certains, gérés par la société italienne Salini), quelle que soit la source de financement du projet. Ainsi, on estime que la production d'électricité dans laquelle interviennent des entreprises chinoises se monte aujourd'hui à quelque 1.70 milliard USD. Leur participation à des projets de transport d'électricité est estimée à 350.23 millions USD. Les entreprises chinoises sont également dominantes dans la réalisation de vastes projets de télécommunications éthiopiens et dans le secteur routier. L'une des plus grandes entreprises de télécommunications chinoises, ZTE, a proposé des crédits aux télécoms éthiopiens (crédit fournisseurs ou *vendor financing*) à hauteur de 1.5 milliard USD, à condition qu'elle puisse procéder à l'extension et à l'amélioration de l'infrastructure éthiopienne sans passer par un appel d'offres. Ce crédit équivaut au poids total actuel du monopole des télécommunications éthiopiens. Les entreprises chinoises sont aussi prépondérantes dans la construction routière en zone urbaine et rurale. Actuellement, une dizaine opère dans la construction de routes à travers tout le pays, représentant environ 60 % du total. Quatre de ces entreprises dominent, représentant près de 70 % de l'engagement chinois dans ce secteur.

La réussite des entreprises chinoises dans ce domaine s'explique par les liens politiques que la Chine a noués avec l'État éthiopien, par les offres compétitives des entreprises et par les options d'autofinancement (*vendor financing*) qu'elles proposent à l'État éthiopien grâce au soutien que leur accorde le gouvernement chinois. En outre, les compétences relativement moindres (sur le plan de la négociation et des aptitudes techniques et managériales) du personnel qualifié éthiopien qui traite avec les négociateurs chinois, ainsi que les médiocres capacités institutionnelles des experts éthiopiens dans les divers ministères qui traitent avec les entreprises chinoises ont sans doute aidé ces dernières à prendre la main sur différents projets.

L'investissement direct chinois en Éthiopie, qui ne cesse de croître depuis l'an 2000, revêt deux formes : des coentreprises et des investissements à capitaux à 100 % chinois. D'après les données communiquées par l'Agence d'investissement éthiopienne (EIA), on dénombre 812 entreprises chinoises en Éthiopie, dont 191 sont opérationnelles, les 621 autres étant, selon la terminologie de l'autorité d'investissement, en phase de mise en œuvre (ce qui signifie que l'investisseur a obtenu une autorisation et a commencé d'implanter des sociétés dans le pays). La majorité des entreprises chinoises (plus de 60 %) se concentrent dans le secteur manufacturier, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays africains, où les IDE chinois s'intéressent essentiellement aux ressources naturelles. Toutefois, en termes d'importance, les IDE chinois ne représentent que 3.6 % du total des IDE en Éthiopie. Il convient de souligner un autre point important à propos l'investissement direct chinois dans ce pays : la planification d'une zone industrielle chinoise sur le territoire éthiopien. Le Chinois Jiangsu Qiyuan Group a commencé de construire une zone industrielle, l'Eastern Industrial Zone, à 37 km au sud de la capitale Addis-Abeba. Durant la première phase, quelque 80 projets d'investissement s'y installeront, pour un montant d'environ 500 millions USD. Plus de 20 entreprises chinoises ont d'ores et déjà fait savoir qu'elles souhaitent investir dans cette zone industrielle. Les projets portent sur le textile et l'habillement, la chaussure, le cuir et les produits du cuir, l'alimentation, le matériel électrique et l'acier. Lorsque sa construction sera achevée d'ici à cinq ans, cette zone industrielle privée emploiera plus de 20 000 Éthiopiens. La question de

L'investissement direct chinois en Éthiopie prendra alors une toute autre dimension.

Les partenaires émergents, chinois et autres (notamment indiens et turcs) sont, pour l'Éthiopie, une source de problèmes aussi bien que d'opportunités. Les entreprises éthiopiennes exportatrices de produits à forte intensité de main-d'œuvre sont confrontées, sur les marchés tiers, à la concurrence des exportations chinoises, et les producteurs locaux de ce type de produits pourraient être évincés du marché local. Cette concurrence est vive en particulier dans la production de vêtements et de chaussures. Les fournisseurs traditionnels et les sous-traitants dans la construction routière, l'énergie électrique et les télécommunications, qui sont invariablement des entreprises de pays industrialisés, perdent eux aussi du terrain. D'un autre côté, les consommateurs et les commerçants qui importent des produits chinois afin de les vendre en Éthiopie tirent profit de ce nouveau partenariat, de même que les entrepreneurs qui s'attachent à implanter de petites usines et des centres de services en achetant des machines et biens d'équipement chinois. Le pays dans son entier bénéficie également de l'acquisition d'infrastructures et de l'accès au marché chinois.

L'enseignement que l'on peut tirer du nouveau partenariat entre l'Éthiopie et des économies émergentes est l'importance de la conception de politiques optimales concernant l'investissement, les échanges et l'industrie, susceptibles de conduire à une situation gagnant-gagnant. Or, de récentes études sur les relations économiques sino-éthiopiennes laissent à penser que l'Éthiopie ne dispose pas d'une stratégie cohérente s'appuyant sur un examen rigoureux des faits. Il est grand temps d'y remédier. Ces partenariats naissants peuvent avoir des répercussions aussi bien positives que négatives. Pour que les deux pays puissent en tirer parti, l'Éthiopie devra adopter une politique appropriée, ainsi que des programmes d'incitation. Le transfert de compétences managériales et de technologies, qui est fondamental pour les entreprises éthiopiennes, reste extrêmement limité. La coentreprise entre Chinois et Éthiopiens est une solution pour parvenir à ce transfert. Il faut donc que le pays mette en place des incitations pour encourager ce modèle. Le bénéfice retiré de ces nouveaux partenariats avec des économies émergentes dépend de la capacité à surmonter les lacunes en termes de compétences et d'expertise entre l'Éthiopie et la Chine (et d'autres partenaires) pour la négociation et la gestion des investissements. Ces lacunes sont manifestes en Éthiopie. Elles jouent contre les intérêts de l'Éthiopie à court terme et des deux pays à long terme. Pour résoudre ce problème, l'Éthiopie doit, à long terme, améliorer les compétences de sa population active, surtout de ses fonctionnaires et experts. À court terme, cependant, elle peut avoir besoin de recourir à des consultants qualifiés (par exemple de la diaspora ou du secteur privé) ayant les compétences adéquates pour traiter avec les négociateurs des économies émergentes. Pour résumer, il est nécessaire de mettre au point une stratégie appropriée, vaste et globale avec des partenaires émergents, dont la Chine, reposant sur une analyse rigoureuse. Cette stratégie doit considérer que les partenaires émergents tels que la Chine viennent compléter, et non remplacer, les partenaires commerciaux et d'investissement traditionnels tels que les pays de l'OCDE. Pour l'année 2010, aucun partenariat majeur n'est anticipé que ce soit avec des pays de la région ou des partenaires traditionnels de l'Union européenne.

Contexte politique

On s'attendait à ce que les tensions politiques s'accroissent durant les élections nationales (fédérales et régionales) qui se sont tenues en mai 2010, mais le scrutin s'est déroulé pacifiquement. Le parti au pouvoir, le FDRPE, affirme avoir remporté tous les sièges du Parlement sauf deux, de sorte qu'il en contrôle 99 %. Nombreux sont ceux qui, dans l'opposition, se sont plaints du manque de liberté politique et des manœuvres d'intimidation du gouvernement. Bien que les partenaires au développement soient restés majoritairement silencieux à propos du déroulement du scrutin et de son issue, les observateurs de l'Union européenne ont noté que ces élections ne s'étaient pas déroulées dans un environnement libre et équitable, si bien qu'elles ne répondaient pas aux critères internationaux.

En 2010 comme en 2009, la mainmise du gouvernement sur le pouvoir, dont témoigne son action contre l'opposition, les ONG étrangères et les médias, est restée assez forte. En 2009, le chef du parti d'opposition Unité pour la démocratie et la justice (UDJ), Madame Birtukan Midekesa, a été arrêtée suite à la révocation de la grâce dont elle bénéficiait ; cinq opposants au gouvernement ont été condamnés à mort et 33 autres à la prison à perpétuité. Un hebdomadaire éthiopien, *Addis Neger*, souvent critique à l'égard des politiques menées par le gouvernement, a été contraint à mettre la clef sous la porte. Human Rights Watch a alerté contre un durcissement progressif de la position du gouvernement vis-à-vis des opposants politiques. En 2010, Madame Birtukan Midekesa a été à nouveau libérée et graciée. Mais pour l'heure, l'opposition ne semble pas vouloir faire front uni. Il semble que, concrètement, l'Éthiopie restera un État de parti unique durant les cinq prochaines années, puisqu'aucun des partis d'opposition n'a réussi à obtenir de siège au Parlement.

La politique étrangère de l'Éthiopie reste dominée par des tensions politiques avec l'Érythrée, puisque le différend frontalier qui oppose depuis longtemps ces deux pays n'a toujours pas été réglé, malgré plusieurs tentatives de résolution diplomatique. La Commission indépendante pour la frontière Érythrée-Éthiopie (*Eritrean-Ethiopian Border Commission* - EEBC) a achevé ses travaux en novembre 2007, tandis que le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé de retirer ses forces de maintien de la paix (Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée - MINUEE) en juillet 2008. Il en découle un accroissement du risque de conflit entre les deux pays, risque toujours latent en 2010. Par ailleurs, l'insécurité en Somalie induit toujours de fortes tensions dans la région. On notera, de surcroît, les nouveaux développements au Soudan, à la suite du référendum sur l'indépendance du Sud-Soudan, même si l'on ne sait pas encore clairement quelles en seront les implications pour l'Éthiopie.

En juillet 2008, le Parlement éthiopien a voté la proclamation sur les médias de masse et la liberté de l'information (*Mass Media and Freedom of Information Proclamation*). Il s'agit d'une révision de la première loi éthiopienne relative à la presse, votée en 1992, laquelle interdisait la censure des médias privés et l'incarcération des journalistes. Elle accordait également à ces derniers le droit de créer un conseil de la presse indépendant. Cependant, les membres des partis d'opposition et plusieurs groupes de médias locaux et internationaux ont exprimé leur profonde inquiétude et leur vif mécontentement vis-à-vis de cette nouvelle loi, qui autorise les procureurs généraux à invoquer la sécurité nationale pour saisir des documents avant publication et diffusion. Cette loi fait planer une autre menace sur la liberté d'expression, car elle permet à l'État d'engager des poursuites en cas de diffamation envers des représentants du pouvoir législatif, exécutif et judiciaire mandatés conformément à la Constitution. L'indemnisation prévue en cas de préjudice moral causé par un média de masse est passée de 1 000 ETB à 100 000 ETB. Rien n'a changé sur ce front entre 2009 et 2010.

En janvier 2009, les autorités ont également adopté une nouvelle proclamation sur l'enregistrement et la réglementation des ONG et des OSC locales. Cette nouvelle loi prévoit notamment que toute OSC financée à plus de 10 % par des fonds étrangers est considérée comme une ONG étrangère, statut qui lui interdit de mener des activités de défense des droits de l'homme et de la démocratie, de résolution de conflits ou de justice pénale. Ce plafond de 10 % pourrait limiter les fonds étrangers et l'étendue des activités menées par ces organisations. La loi pourrait également nuire aux groupes de défense des droits de l'homme qui critiquent le gouvernement. Cette loi est entrée en vigueur en 2010. Les défenseurs des droits de l'homme reprochent à l'État éthiopien de renforcer sa mainmise sur le pouvoir par cette nouvelle loi. Nombre d'OSC avancent également que cette nouvelle loi est restrictive en ce qu'elle délimite les domaines d'intervention des différents types d'OSC, en particulier pour celles qui œuvrent en faveur des droits de l'homme et des droits politiques. Enfin, après les élections de 2010, le vaste remaniement ministériel opéré par le parti au pouvoir a porté de nouvelles figures sur le devant de la scène, quand les anciens du paysage politique ont été relégués à des rangs inférieurs alors même qu'ils occupaient des postes très élevés, pour certains depuis vingt ans. Le Premier ministre constitue toutefois une exception notable : il entame sa troisième décennie à la tête du gouvernement. Il se pourrait bien que cette tendance à remplacer les anciens politiciens par une jeune génération montante perdure dans les années à venir.

Contexte social et développement des ressources humaines

Le programme de stratégie pour la réduction de la pauvreté (PSRP) s'est poursuivi en 2010/11, dans le prolongement du PASDEP, qui couvrait les exercices 2005/06 à 2009/10 et en complément du nouveau plan quinquennal du pays (*Growth and Transformation Plan*) pour les exercices 2010/11 à 2015/16. En 2010/11, l'Éthiopie a accompli des progrès significatifs vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). En 2004/05, 38.7 % des Éthiopiens (soit environ 30 millions de personnes) étaient pauvres. La pauvreté était alors un peu plus marquée en zone rurale (39.3 %) qu'en zone urbaine (35.1 %). Cette proportion est descendue à environ 32.3 % en 2009/10 et devrait reculer à environ 31 % en 2010/11.

L'Éthiopie est en bonne voie pour réaliser le 2^e OMD, qui concerne l'éducation. Compte tenu de la tendance affichée dans les années 90 et des excellents progrès enregistrés récemment, des estimations prudentes montrent que cet objectif est atteignable. Le taux brut d'inscription dans l'enseignement primaire est passé de 91.30 % en 2005/06 à 94.20 % en 2008/09 puis à 95.97 % en 2009/10. Toutefois, cette réussite se fait peut-être aux dépens de la qualité de l'éducation. Il semble que le pays soit également bien parti pour atteindre, d'ici à 2015, la parité entre garçons et filles dans les inscriptions au primaire. Si l'écart entre garçons et filles se réduit, la disparité n'a pas encore complètement disparu à l'école primaire et elle est plus prononcée aux niveaux d'enseignement plus élevés. Les projections linéaires réalisées par le PNUD (2010) concernant la parité entre les sexes aux niveaux secondaire et supérieur montrent que le pays pourrait s'écarter de l'objectif en 2015.

L'Éthiopie a beaucoup progressé dans la lutte contre la mortalité des enfants ces dix dernières années, même si la mortalité des enfants et des nourrissons demeure élevée. Le gouvernement prévoyait que le nombre de décès d'enfants de moins de cinq ans se tasserait de 123 à 85 pour mille naissances vivantes, et que le taux de mortalité infantile tomberait de 77 à 45 pour mille naissances vivantes en 2010. Selon des données récentes, en 2009/10, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans et le taux de mortalité infantile sont passés respectivement à 101 et 45 pour mille naissances vivantes (PNUD, 2010). L'Éthiopie est l'un des pays où le taux de mortalité maternelle est le plus élevé au monde : il ressortait à 871 pour 100 000 naissances vivantes en 2005, et à 1 040 en 1990. Le programme de développement du secteur de la santé (HSDP III) s'était fixé pour cible de ramener ce chiffre à 600 pour 1 000 d'ici 2009/10. D'après le rapport préliminaire sur le programme pour le secteur de la santé établi par le gouvernement, le taux de mortalité maternelle devrait reculer à 267 pour 100 000 d'ici à 2014/15. Le gouvernement estime, sur la base d'une valeur indicative (à défaut d'enquête récente), que ce taux ressort à 600 pour 100 000 en 2010 (PNUD, 2010).

Une analyse tendancielle du taux de prévalence du VIH/sida montre que l'épidémie s'est stabilisée en zone urbaine à un niveau élevé, alors qu'en zone rurale, elle n'a guère semblé évoluer. À l'échelon national, l'épidémie est stable depuis plusieurs années. On estime qu'en 2009/10, l'Éthiopie présentait un taux de prévalence du VIH élevé chez les adultes, à 2.4 %, soit 1.1 million de personnes séropositives (PNUD, 2010). Si l'on regarde les avancées en direction des cibles universelles de la campagne du Millénaire contre le sida (*Millennium AIDS campaign*), les données d'Onusida montrent que le pays est en bonne voie pour atteindre celles concernant le traitement antirétroviral, le soutien aux personnes vivant avec le virus, ainsi que les programmes de conseil et de dépistage visant à soutenir les orphelins et les enfants vulnérables. En revanche, la couverture des services de prévention de la transmission mère-enfant reste lacunaire. Des avancées significatives ont été réalisées dans la diffusion des connaissances relatives au paludisme et à l'utilisation des moustiquaires imprégnées sur les cinq dernières années. D'après un rapport datant de 2008 du ministère fédéral de la Santé, cité par le PNUD (2010), le paludisme était la principale cause de morbidité et de mortalité en Éthiopie en 2005/06. L'évaluation de la mise en œuvre du PASDEP indique que, concernant les moustiquaires imprégnées d'insecticide, le taux de couverture des ménages dans les zones impaludées est passé de 3.5 % en 2005 à 100 % en 2009/10.

De manière générale, les avancées vers les OMD sont encourageantes. Le pays a fait d'énormes progrès dans la prestation de services sociaux, tels que l'éducation, la santé et l'infrastructure, grâce à des investissements dans la formation de capital matériel et humain et à l'allocation d'une grande part de son budget (plus de 60 %) aux dépenses en faveur des pauvres. La part des dépenses totales consacrée à des dépenses ciblant la pauvreté (dépenses renouvelables et dépenses d'investissement, toutes sources confondues) est passée d'environ 42 % en 2002/03 à plus de 64.1 % à la fin 2007/08. Il en a résulté, sur 2010/11, des progrès en direction des OMD et du développement humain en général. L'Éthiopie est en bonne voie pour atteindre les OMD 1, 2, 4 et 6, et il est possible qu'elle atteigne aussi les Objectifs 3, 5 et 7. Mais ce qui est important pour certains objectifs réalisables d'un point de vue quantitatif, tels que la santé et l'éducation, c'est d'accomplir des progrès qualitatifs. En effet, en l'absence d'amélioration de la qualité de l'éducation et de la santé, tout l'argent dépensé ne serait qu'un gaspillage de ressources.

Notes

1. PNUD, Tracking MDGs in Ethiopia, document de référence, Bureau de pays du PNUD Éthiopie, Addis Abeba, 2010.